

## HAN SEUNG-SOO

Ancien Premier ministre de la République de Corée

Conséquences de l'extension du commerce, la synchronisation des capitaux mondiaux et la poursuite de la révolution technologique et de l'interdépendance des nations, à savoir, le processus de mondialisation, s'intensifient de plus en plus.

La mondialisation est en marche depuis quelques temps déjà mais est devenue une caractéristique des relations internationales à la fin du siècle dernier. Ainsi, à la fin du 20<sup>e</sup> siècle, le volume du commerce mondial était 50 fois supérieur à celui du milieu du siècle.

La nature de l'industrie moderne impose également un niveau de coopération économique beaucoup plus élevé qu'il y a 80-90 ans entre les grands pays capitalistes. La division internationale du travail se situe à des années lumières de ce qu'elle était alors.

Le mouvement vers l'intégration économique régionale a également précipité le processus de mondialisation. Les résultats de l'intégration européenne ont convaincu d'autres pays des avantages de l'intégration, à la fois en termes économiques et non-économiques.

La mondialisation a été plus rapide que le développement des institutions et dispositions politiques appropriées en vue de la gouvernance des systèmes politiques et économiques mondiaux.

Il ne fait aucun doute que les principaux défis auxquels nous devons faire face sont au nombre de deux : la crise financière mondiale et le changement climatique. Ces deux préoccupations constituent des exemples parfaits d'externalités contre lesquels toutes les nations doivent s'unir. Comment internaliser de manière opportune et efficace les externalités négatives, tel est le problème que nous devons résoudre en matière de gouvernance.

Je prévois d'intervenir au cours de chaque session cet après-midi pour discuter en détail de la crise financière et du changement climatique. Mais aujourd'hui, je souhaiterais discuter des effets externes de ces deux préoccupations dans le cadre de la gouvernance mondiale.

Ces deux problèmes nécessitent des solutions créatives, des remèdes immédiats et une intervention à grande échelle. Ces défis se renforcent mutuellement et ont le même effet cataclysmique. Le coût futur est incalculable. Des milliards de vies sont en jeu, sans parler de l'impact direct sur les générations futures. Les implications sont d'ordre sécuritaire, qu'il s'agisse de bouleversements économiques ou de catastrophes naturelles.

Les crises sans précédent ont justifié une réponse et une collaboration internationales sans précédent. Aujourd'hui, la communauté internationale travaille sans relâche à la stabilisation du système financier international tout en essayant de réduire les émissions de carbone.

Les leaders mondiaux ont retroussé leurs manches pour discuter de solutions pratiques à ces crises : tout d'abord en essayant de ressusciter et de renforcer le système financier international dans le cadre du G-20 avec l'organisation de trois sommets (en novembre 2008 à Washington DC, en avril à Londres et en septembre 2009 à Pittsburg). Le G-20 se réunira encore deux fois cette année : en juin au Canada et en novembre en Corée. Un sommet devrait ensuite être organisé tous les ans en France à partir de 2011.

Nous devons nous rappeler que le concept d'un forum réunissant les principales démocraties industrialisées est apparu à l'occasion de la crise pétrolière de 1973 et de la récession mondiale qui a suivi. Lorsque le G7 a été créé en 1975, il représentait 69 % du PIB mondial. Il représente aujourd'hui 50 % du PIB et 14 % de la population mondiale.

Après la crise financière asiatique et les bouleversements qui s'ensuivent, les leaders mondiaux ont décidé de former le G-20 qui représente aujourd'hui 85 % du PIB mondial et 70 % de la population.

Intégrant un grand nombre d'économies émergentes et représentant une part du PIB et de la population mondiale beaucoup plus importante, le G-20 constitue un groupe dirigeant mondial suffisamment armé pour s'attaquer aux défis systémiques mondiaux. Il a une assise bien plus large que le G-8.

Toutefois, des opinions contraires s'expriment, à ce sujet. Ainsi, même si le Président de l'Assemblée générale des Nations unies, qui a établi la Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, a décrit dans son rapport du 21 septembre, le G-20 (en remplacement du G-8) comme un forum majeur pour les discussions internationales, il souhaitait toujours inclure les 192 membres de l'organisation. Il a suggéré également la création d'un Conseil de coordination économique mondiale (GECC) au même niveau que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

Le GECC sera mandaté dans le cadre du système de l'ONU pour couvrir les domaines économique, social et environnemental, notamment les institutions de Bretton Woods, et devra inclure l'OMC, qui deviendra officiellement partie intégrante du système des Nations Unies.

Il est certain que les institutions de Bretton Woods en vigueur depuis la fin de la Seconde guerre mondiale ont besoin d'une profonde restructuration, voire d'une réforme complète.

Question I : Quelle forme de gouvernance, G-8, G-20 ou GECC, sera la plus efficace pour le monde ?

Face à la question du changement climatique, les Nations Unies et particulièrement la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, jouent un rôle essentiel. Le Secrétaire général de l'ONU a travaillé très dur en nommant des envoyés spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies pour le changement climatique, en organisant une rencontre de haut niveau en septembre 2007 (L'avenir est entre nos mains), en finalisant la feuille de route adoptée lors de la 13<sup>e</sup> conférence sur le climat de Bali en 2007, en désignant l'année 2009 comme l'année du changement climatique et en réunissant les leaders mondiaux pour une conférence sur les changements climatiques, le 22 septembre 2009. Il s'est enfin attaqué à la réussite de la 15<sup>e</sup> conférence sur le climat de Copenhague.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a tenu un débat ouvert sur la sécurité énergétique et le climat en avril 2007, indiquant que le changement climatique n'est pas uniquement un problème de développement durable mais de sécurité mondiale.

Ce débat a fait surgir le problème de la gouvernance mondiale de l'Organisation des Nations Unies elle-même. Actuellement, il existe trois problèmes majeurs : 1.- Comment revitaliser l'Assemblée générale ? 2.- Comment réformer le Conseil de sécurité ? 3.- Comment renforcer les fonctions du Secrétariat ?

Question II : Comment rendre « les Nations Unies plus fortes pour un monde meilleur ? » ou « Existe-t-il un organisme de rechange face aux Nations Unies ? ».



Nous sommes à un tournant clé de l'histoire de l'humanité. Dans un monde marqué par des progrès sans précédent, mais également par des menaces tout aussi omniprésentes, nous ne devons pas avoir peur des crises.

Il est courant de dire que la sagesse est de savoir comment transformer une crise en occasion à saisir. Le terme « crise » en chinois a deux sens : danger et chance à prendre. Face aux crises que nous traversons aujourd'hui, à savoir les dangers et les occasions à saisir, nous devons faire tout notre possible pour transformer ces dangers en occasions de changement. Pour cela, nous devons créer une nouvelle forme de gouvernance politique : un changement par le haut et pour le meilleur, un changement vers un nouveau paradigme de gouvernance.